Séance publique du 14 février 2005

Délibération n° 2005-2480

commission principale : déplacements et urbanisme

commune (s) : Dardilly - Limonest

objet : **Echangeur du Tronchon - Réalisation des bretelles complémentaires - Déclaration de projet et levée de réserves à la suite de l'enquête publique réalisée dans le cadre de la procédure d'expropriation**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 26 janvier 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le projet de réalisation de bretelles complémentaires à l'autoroute A 6 à hauteur de l'échangeur du Tronchon dans les communes de Limonest et de Dardilly a fait l'objet d'une enquête publique en application des codes de l'environnement et de l'expropriation à savoir :

- une enquête préalable à la déclaration de projet et à la déclaration d'utilité publique,
- une enquête parcellaire.

Ces enquêtes conjointes se sont déroulées du 19 avril au 19 mai 2004 en mairies de Limonest et de Dardilly sous l'égide de monsieur le commissaire-enquêteur désigné par le Tribunal administratif le 27 janvier 2004.

A la suite de cette enquête et des conclusions rendues par monsieur le commissaire-enquêteur, monsieur le préfet a, par courrier du 12 octobre 2004, demandé à la Communauté urbaine son avis sur la réserve émise par monsieur le commissaire-enquêteur concernant l'impact du projet sur l'environnement et la réalisation de protections phoniques.

L'article L 126-1 du code de l'environnement précise que lorsqu'un projet d'aménagement a fait l'objet d'une enquête publique, l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

La présente délibération, qui vaut déclaration de projet au sens de l'article L 126-1 du code de l'environnement a pour objet :

- de confirmer l'intérêt général de l'opération,
- de confirmer la volonté de la Communauté urbaine de réaliser cette opération,
- d'apporter les réponses à la réserve mentionnée dans les conclusions du rapport de monsieur le commissaire-enquêteur.

La présente déclaration de projet s'appuie sur le rapport de monsieur le commissaire-enquêteur et sur ses conclusions.

L'objet de l'opération

La création d'un échangeur complet au profit des zones d'activités de Champagne au Mont d'Or, de Limonest, d'Ecully et de Dardilly nécessite, d'une part, la réalisation de deux bretelles de raccordement à l'autoroute A 6 en direction et en provenance de Paris, au niveau du chemin des Gorges (Dardilly, sens nord-sud) et du chemin de la Bruyère (Dardilly-Limonest, sens sud-nord) et d'autre part, la création de deux voies d'entrecroisement entre l'échangeur du Tronchon et celui de la Garde.

Le principe de cette réalisation a reçu l'accord de monsieur le ministre de l'équipement par décision ministérielle en date du 2 février 1999 qui précise les conditions d'approbation, de maîtrise d'ouvrage, de financement, d'entretien et d'exploitation de l'ouvrage.

Les motifs et les considérations qui justifient le caractère général de l'opération

Le secteur du pôle économique ouest situé au cœur des communes d'Ecully, de Champagne au Mont d'Or, de Limonest et de Dardilly aborde une nouvelle étape de son développement.

Actuellement, on accède à cette zone par la RN 6 mais surtout par l'autoroute A 6 à deux fois trois voies à partir de laquelle deux échangeurs permettent le raccordement à la voirie locale. Au nord, l'échangeur de la Porte de Lyon, au sud le demi-échangeur du Tronchon.

Aujourd'hui, ce réseau autoroutier est complètement inadapté au développement des zones de résidence et au développement du pôle économique ouest.

Ainsi, la réalisation de deux bretelles complémentaires à l'échangeur du Tronchon a pour objectifs :

- de favoriser les échanges avec l'autoroute A 6 et le nord de l'agglomération,
- d'améliorer la desserte des zones d'activités implantées de part et d'autre de cet axe structurant,
- d'offrir une alternative attractive pour les usagers de l'échangeur de la Porte de Lyon souhaitant se rendre dans les parcs d'activités de Dardilly et de Sans Souci ainsi que le futur parc d'activités des Bruyères afin de délester le réseau de voiries communautaires et permettre ainsi d'améliorer le cadre de vie des riverains dans les secteurs pavillonnaires actuellement traversés.

La réserve de monsieur le commissaire-enquêteur

Dans son rapport, monsieur le commissaire-enquêteur émet une réserve concernant la mise en place de dispositifs de protections acoustiques à l'est comme à l'ouest qui ne doivent être ni restrictifs, ni conditionnels ou hypothétiques mais effectifs.

Il est tout d'abord rappelé que dans l'étude d'impact soumise à enquête publique, la Communauté urbaine précise que sur le plan acoustique, la modification de la contribution sonore par les travaux de l'autoroute A 6 n'étant pas significative, il n'existait pas d'obligations réglementaires de mise en œuvre d'une protection phonique sauf pour le bâtiment (O 15) à usage de bureaux pour lequel il est envisagé un traitement des menuiseries.

Toutefois, malgré l'absence d'obligations réglementaires, l'étude d'impact a étudié, compte tenu de l'environnement bâti du secteur "est", la mise en place d'une butte de terres de quatre mètres de hauteur sur la rive "est" de l'autoroute.

Si le principe a été intégré, la réalisation de cet équipement a été laissée au conditionnel puisque la Communauté urbaine et la direction départementale de l'équipement (DDE) ne peuvent s'engager sur son délai de réalisation.

La réponse à la réserve

A la suite de la réserve de monsieur le commissaire-enquêteur demandant la réalisation effective des protections phoniques envisagées, la Communauté urbaine a fait réaliser une étude acoustique complémentaire par la société Soberco environnement, bureau d'études qui avait déjà réalisé l'étude acoustique initiale.

Celle-ci apporte les conclusions suivantes :

Elle confirme qu'il n'existe pas d'obligation réglementaire. En effet, les articles 2 et 3 du décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 prévoient la nécessité de réaliser une protection phonique lorsque la contribution sonore qui résulte de la modification ou la transformation d'une infrastructure existante est supérieure de plus de 2 dB (A) à la contribution sonore à terme de l'infrastructure avant cette modification ou cette transformation.

Or, l'étude acoustique initiale a relevé que l'augmentation des niveaux de bruit est de l'ordre de 1,0 dB (A) pour tous les bâtiments situés le long de l'autoroute. Seul un bâtiment à usage de bureau (O 15) voit la contribution sonore de l'infrastructure dépassée 2 dB (A). Il a donc été précisé que ce bâtiment fera l'objet d'un traitement de ses menuiseries.

Après une nouvelle visite sur place du bureau d'études, il a été constaté que ce bâtiment (ainsi que le bâtiment O 14) est déjà équipé de fenêtres à double vitrage et qu'il n'y a donc pas de nouvelles mesures acoustiques à prendre.

Enfin sur la réalisation de la butte de terre, le bureau d'études confirme qu'il ne s'agit pas d'une obligation réglementaire mais que celle-ci avait été étudiée pour améliorer l'ambiance des secteurs les plus exposés.

Ainsi, au vu de l'étude initiale et de l'étude acoustique complémentaire, la Communauté urbaine et la DDE confirment leur volonté de réaliser cette protection phonique. Cette volonté est d'ailleurs corroborée par les éléments suivants :

- les acquisitions foncières pour l'installation de ces terres sont prévues dans le dossier soumis à enquête et les procédures d'acquisitions sont en cours,
- les excédents de déblai du chantier seront utilisés pour réaliser une partie de cette butte et le reste pourra provenir, selon les opportunités, de la récupération de matériaux et de déblais sur d'autres projets menés par la Communauté urbaine favorisant ainsi la démarche développement durable par la réutilisation de matériaux tout en permettant des économies substantielles pour la Communauté urbaine,
- la mise en place d'un écran sur l'ouvrage de franchissement du chemin de la Brocardière est intégrée au projet et sera réalisée de manière concomitante à son élargissement tout comme l'amorce des merlons dans les zones de raccordement ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Réaffirme l'objet de l'opération de réalisation des bretelles complémentaires à l'échangeur du Tronchon.

2° - Confirme l'intérêt général de cette opération.

3° - Décide :

a) - de lever la réserve mentionnée dans les conclusions du rapport de monsieur le commissaire-enquêteur,

b) - la poursuite de la procédure d'expropriation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,